



## Le 14 novembre :

### Le budget Recherche est débattu à l'assemblée nationale.

Fait à St Cyr l'Ecole, le 5 novembre 2003

Consultation possible sur le site : <http://www.inra.fr/intranet-cgt/>

Après une année 2003 particulièrement désastreuse, le battage médiatique qui entoure la présentation de budget 2004 pour la Recherche et l'Université est indigne d'un gouvernement de la République : manipulation, opacité, spéculation sur les ressources sont les caractéristiques essentielles de ce budget qui marque une aggravation de la politique de régression du Gouvernement de MM. Chirac et Raffarin :

- 550 emplois statutaires supprimés, visant aussi bien les chercheurs que les techniciens, les administratifs ou les ingénieurs, à la place le gouvernement crée des "intermittents de la recherche" embauchés pour 3 à 5 ans, la détitularisation de la recherche est amorcée, entraînant inévitablement la stagnation des carrières et des promotions
- des moyens budgétaires en diminution, conduisant à des difficultés accrues dans les laboratoires et les universités.

Cette réduction des crédits touche la quasi-totalité de la recherche publique, que ce soit dans les EPST (comme l'INRA), les EPIC (par exemple, le CEA ou le CIRAD) ou dans les Universités.

La volonté délibérée de fragiliser, de précariser, de détourner et d'instrumentaliser le service public afin de palier aux carences de la recherche privée se traduit par des réductions d'impôts et des mesures de défiscalisation pour les entreprises, et par la création de « fondations » destinées à piloter (au bout du compte piller) le service public. Cela a lieu au détriment du développement sur l'ensemble des champs de la connaissance, de l'ouverture et de la cohérence de long terme nécessaires à la recherche scientifique.

C'est la peau et les os de nos métiers qui s'en vont. C'est l'avenir des jeunes diplômés et des doctorants qui est délibérément sacrifié. Comment expliquer aux aspirants à la recherche que leur avenir c'est les petits boulots de contrats en contrats ? Ce qui est en jeu c'est économiser des fonctionnaires, réduire les effectifs, trouver de l'argent pour payer les réductions d'impôts des plus fortunés. Encore et toujours subventionner le privé aux dépens du service public. Ce budget tourne le dos aux intérêts du plus grand nombre. Il favorise notre perte d'indépendance, il méprise la connaissance au profit de l'immédiatement rentable. Il foment la fin de la recherche publique. Nous ne devons pas le laisser passer.

### **Ensemble disons STOP.**

Une autre recherche est possible : pour atteindre l'objectif des 3 % du PIB en 2010, il faut une augmentation en budget et en postes de l'ordre de 10 % par an dans le secteur recherche-développement public et privé.

### **TOUS ENSEMBLE**

- Pour refuser les suppressions de postes
- Pour une recherche publique orientée vers les besoins des citoyens
- Pour un budget décent restituant son autonomie à la recherche publique
- Pour que la Recherche profite à tous

A l'appel du SNTRS-CGT, du SNPEN-FSU, du SNESUP-FSU, du SNCS-FSU, de la CGT-CEA, du SGEN-CFDT et du SNPTES-UNSA.

## **MANIFESTONS DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE**

126, rue de l'Université PARIS 7<sup>ème</sup> – Métro Assemblée Nationale

### **ET LES PREFECTURES**

**A L'OCCASION DU VOTE DU BUDGET DE LA RECHERCHE,**

**LE VENDREDI 14 NOVEMBRE 2003 à 10 heures**